

auparavant ; que les préparatifs pour remplir le Nord-Ouest de colons avaient été faits par l'administration qui a précédé celle-ci, et que la chose a été beaucoup plus facile à accomplir par l'administration actuelle par le fait qu'à l'époque de son arrivée au pouvoir les Canadiens commençaient à avoir foi dans l'avenir de leur pays. Mon honorable ami a dit aussi que les Canadiens avaient confiance dans leur pays. Eh bien, il me semble qu'un grand nombre d'eux n'ont commencé à avoir confiance dans leur pays qu'au moment où leur parti est arrivé au pouvoir. Durant tout le temps que l'opposition actuelle a été au pouvoir, l'opposition d'alors a été presque unanime à décrier le pays.

L'honorable M. TEMPLEMAN : Non, non.

L'honorable M. FERGUSON : Mon honorable ami doit être sous l'impression que nous avons peu de mémoire. Nous nous rappelons bien quelle conduite ils ont tenue alors. Ils ont représenté le Canada comme un pays sans ressources et que le seul moyen de l'arracher à la pauvreté et d'autres maux qui le menaçaient, c'était de nous faire ouvrir le marché américain. Voilà quelle était leur politique. Ils prétendaient que le Canada était sans avenir s'il ne pouvait obtenir une réciprocité illimitée avec les Etats-Unis. C'était là un fort argument en faveur du gouvernement actuel au moment où il arriva au pouvoir et immédiatement, il devint fidèle au pays jusqu'à un certain point. Il eut, en outre, ce grand avantage, que tout le parti libéral-conservateur, d'un bout à l'autre du pays, resta fidèle au Dominion et ne prononça jamais un mot trahissant le pessimisme, bien qu'il fût dans l'opposition. Quand le gouvernement s'efforça d'attirer l'immigration au pays, il n'a pas entendu l'opposition dire que le Canada marchait à la ruine, parce que nous ne pouvions pas obtenir la réciprocité avec les Etats-Unis. Au contraire, l'opposition a joint sa voix à celle du gouvernement et de ses amis et a dit hautement que le pays était prospère et offrait d'excellents avantages aux immigrants.

Mon honorable ami, en proposant l'adresse, a parlé de la conduite de sir Wilfrid Laurier et du service signalé qu'il a rendu, lors de la célébration du Jubilé, en travaillant pour développer le commerce anglais et attirer l'immigration de la mère patrie. Je suppose qu'il a voulu parler des services que sir Wilfrid Laurier a rendus durant l'année

du Jubilé, dans la Grande-Bretagne. J'aurai peut-être quelque chose à dire, un peu plus tard, au sujet du tarif de faveur, mais je veux faire remarquer en passant que si le premier ministre du Canada avait, durant l'année du Jubilé qui a eu lieu dans la Grande-Bretagne, rempli les promesses qu'il avait faites aux électeurs du Canada avant de se rendre en Angleterre et avant d'arriver au pouvoir, il aurait fait les plus grands efforts pour obtenir un traitement de faveur pour les produits de nos cultivateurs, et ceux de tous les producteurs sur le marché anglais. S'il eût fait ce plaidoyer lorsqu'il était là, je serais disposé à admettre qu'il a droit, jusqu'à un certain point, de réclamer un certain mérite pour le développement qu'a pris, depuis ce temps-là, le marché anglais. Mais mon honorable ami doit se rappeler que lorsque le premier ministre est allé en Angleterre, il a déclaré publiquement que nous ne désirions aucune préférence pour nos produits sur le marché anglais, et si un sentiment d'amitié a prévalu en faveur du Canada, si nous avons trouvé un marché pour nos produits, je crois qu'il serait hasardeux de dire que nous devons ce résultat au premier ministre, depuis qu'il s'est rendu là en 1897. Quand nous considérons toute la situation, nous ne pouvons pas oublier que les changements qui ont été faits au tarif en 1897 par le gouvernement actuel n'ont été ni nombreux ni importants, et chaque fois qu'il en a faits, ils l'ont été au détriment des intérêts des manufacturiers du Canada, presque dans chaque cas. On ne peut donner un meilleur exemple pour prouver cela que celui de l'industrie du fer et de l'acier. Cette industrie languit actuellement, je ne dirai pas à cause du manque absolu de protection, bien qu'il y ait une forte raison pour le croire, mais parce que la politique du gouvernement qui accordait des primes a été jugée avec raison comme une politique erronée. On a commis une erreur en réduisant les droits sur le fer, et si le gouvernement ne répare pas cette erreur, ce devoir de la réparer incombera à quelque autre gouvernement, non seulement en cette matière, mais en d'autres également. Vous ne pouvez signaler une seule industrie manufacturière qui ait été favorisée par la politique du gouvernement actuel. Vous ne pouvez trouver un simple petit marché qui ait été ouvert par le gouvernement aux produits des cultivateurs.